

Sylvie Brunel : « Le décollage africain s'est limité à quelques enclaves »

Le Monde.fr Propos recueillis par Christophe Ayad
Le 11 mars 2016

Malgré le discours afro-optimiste, la réalité demeure alarmante, assure la géographe et économiste. De nombreux Etats restent corrompus, et les populations, à majorité rurales, laissées pour compte.[...]

Pèche-t-on aujourd'hui par excès d'« afro-optimisme » comme on a péché un temps par excès d'afro-pessimisme ?

Il y a plusieurs phases. D'abord l'afro-pessimisme extrêmement marqué qui est allé de la fin de la guerre froide au 11-Septembre 2001 : l'Afrique est alors le continent des famines, des guerres, des interventions humanitaires, du génocide rwandais. La situation va se retourner pour deux raisons. Une restauration sécuritaire va se mettre en place, car les Etats-Unis s'intéressent de nouveau au continent dans la foulée des attentats de Nairobi et Dar es-Salaam en 1998. La montée en puissance de la demande chinoise va aspirer le pétrole et les matières premières africaines. La situation va donc se retourner à partir de 2002-2004, mais les perceptions vont mettre un peu de temps à changer.

La période suivante, de 2005 à 2013, est marquée par des taux de croissance très élevés, notamment à cause de l'explosion du prix des matières premières. Les investisseurs sentent que l'Afrique redevient une terre d'opportunités. Des gens comme Lionel Zinsou (ancien banquier d'affaires, actuel premier ministre du Bénin et candidat à la présidentielle) vont tenir un discours très positif. Mais ce boom africain ne va pas durer très longtemps, il se retourne à partir de 2013-2014.

Que se passe-t-il ?

D'abord, l'épidémie d'Ebola va mettre toute l'Afrique en quarantaine, alors que seuls trois pays sont touchés. Ensuite, le ralentissement de la demande chinoise et la baisse du pétrole vont révéler la réalité d'un décollage très fragile, réduit en fait à quelques enclaves. Enfin, l'explosion de la Libye et l'effondrement de la bande sahélienne qui a suivi vont menacer la perception de l'ensemble du continent comme pôle de croissance.

Pendant cette décennie de croissance, le décollage a-t-il eu lieu ?

Il faut rester réaliste : sur 54 pays africains, 27 d'entre eux comptent un PIB par habitant inférieur à 1 000 dollars. Quand on regarde de près, ce qu'on voit, c'est une économie d'archipels avec des zones de croissance, mais limitées aux régions littorales et aux métropoles. Finalement, l'Afrique demeure un endroit très risqué pour les investisseurs : les infrastructures, le climat social, le droit du travail, la sécurité juridique y restent hautement hypothétiques, la corruption paralysante.

Aujourd'hui, on continue d'entendre un discours positif et ambitieux sur l'Afrique, terre d'avenir. C'est fondé, si l'on se limite à des vitrines comme Abidjan, en Côte d'Ivoire. Mais la réalité du terrain est moins reluisante : Nestlé, qui retire une partie de ses investissements, ou le projet ferroviaire de Bolloré en Afrique de l'Ouest qui est bloqué par un contentieux. Les Etats africains restent prébendiers, corrompus et prétoriens. Quand on va sur le terrain, ce qui affleure, ce sont les inégalités, le ressentiment des laissés-pour-compte, des jeunes, des ruraux, des habitants des bidonvilles, des régions périphériques, des minorités, et la tentation permanente de la violence. Si on regarde les 54 pays du continent les uns après les autres, il y a plus de raisons de s'inquiéter que de se réjouir.

La démographie est-elle une chance ou un fardeau pour l'Afrique ?

Globalement, l'Afrique reste sous-peuplée, avec 40 habitants par kilomètre carré, même si sa population est très inégalement répartie. Mais la population s'accroît très rapidement dans les campagnes, alors que les techniques restent traditionnelles. Donc, les villes se nourrissent de l'échec des campagnes. Cette croissance démographique pourrait être une force énorme si l'on menait des croissances inclusives, s'il y avait une capacité à créer des emplois dans l'industrie. Sauf que l'industrie reste embryonnaire et que la formation n'est pas adaptée.

La jeunesse, formidablement inventive et débrouillarde, est donc obligée de trouver des chemins de traverse, comme l'économie informelle ou l'émigration, alors que seuls 5 % des emplois relèvent du secteur privé officiel. Comme les jeunes sont connectés et qu'ils ont conscience des inégalités, cela alimente un ressentiment terrible. Les pays africains qui n'arriveront pas à créer des emplois se trouveront face à des révoltes, comme le monde arabe en 2011.

On parle souvent d'une classe moyenne émergente de 300 millions de personnes en Afrique...

Sauf que la classe moyenne en Afrique commence à 2 dollars [1,80 euro] par habitant et par jour, là où ailleurs dans le monde la barre est à 10 dollars. On met dans la classe moyenne des gens à peine sortis de la pauvreté et qui vivent dans la peur panique du déclassement. Sur ces 300 millions, 200 millions vivent avec 2 à 4 dollars par jour. Les autres se situent entre 4 et 10 dollars. Ceux qui gagnent entre 10 et 20 dollars par jour ne sont pas plus de 60 millions de personnes. L'Afrique reste le continent de la pauvreté et même de l'extrême pauvreté.

On s'est gargarisé du fait qu'il y avait 700 millions de téléphones portables en circulation. Mais les gens n'ont pas de quoi acheter du crédit. L'envolée des matières premières a créé un effet d'aubaine, seulement la plupart des pays qui en ont bénéficié, l'Algérie, le Nigeria, l'Angola, n'en ont pas tiré profit pour se diversifier. Aujourd'hui, la baisse des revenus est colossale. Les seuls qui tirent un peu leur épingle du jeu sont ceux qui ont su s'industrialiser : l'île Maurice, l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Egypte, le Maroc, l'Ethiopie.

On a l'impression que l'Afrique francophone est à la traîne par rapport à son homologue anglophone. Est-ce une réalité ?

Je ne suis pas convaincu qu'on vive moins bien au jour le jour dans l'Afrique francophone. Si l'on regarde les grandes crises alimentaires récentes, l'Afrique francophone s'en sort plutôt bien par rapport à la «diagonale anglophone», qui va du Soudan du Sud à l'Afrique du Sud, en passant par la République démocratique du Congo et le Zimbabwe. Finalement, le franc CFA a créé un îlot de stabilité.

[...]

Les seuls pays qui décollent, en Afrique comme ailleurs, sont ceux qui soutiennent l'agriculture et pratiquent la croissance inclusive avec les *conditional cash transfers* (CCT). Cela revient à donner aux foyers pauvres des sommes d'argent conditionnées à la scolarisation des enfants, au respect des programmes de santé, etc. Mais ça ne peut fonctionner que si le pouvoir d'achat des pauvres augmente et permet aux entreprises nationales de vendre leurs produits. Aujourd'hui, le problème de l'Afrique est de compter 65 % de ruraux très pauvres, soit 700 millions de personnes !